

## CHAPITRE 7

# Les télécommunications en outre-mer

## A. Le point sur les marchés

### 1. Le haut débit

#### 1.1 Le marché de détail

En 2007, l'arrivée d'un nouvel opérateur, Mediaserv (filiale du groupe Loret), a permis d'accroître la concurrence dans les départements d'outre-mer (DOM).

Trois opérateurs – France Télécom, Outremer Télécom et Mediaserv – proposent actuellement le haut débit dans l'ensemble des DOM.

Néanmoins, dans la plupart des cas, les débits restent inférieurs à ceux proposés en métropole (512 Kbit/s en moyenne contre plus de 20 Mbit/s en métropole pour le même prix).

#### Le taux de pénétration du haut débit dans les DOM

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Nombre de lignes	200 000	187 000	55 000	243 000
Pénétration du haut débit (% de foyers disposant d'un abonnement haut débit)	34	35	40	37
Part de marché des opérateurs alternatifs (en %)	22	21	8	22

Source : ARCEP.

Le taux de pénétration du haut débit dans les DOM est plus faible qu'en métropole. Cette différence s'explique notamment par la faible part de marché des opérateurs alternatifs dans ces départements. Par ailleurs, les tarifs de détail des offres d'accès large bande par ADSL destinées à la clientèle résidentielle dans les DOM sont largement déterminés par les coûts de collecte liés à l'utilisation des câbles sous-marins permettant de relier les DOM à la métropole ou les DOM entre eux<sup>1</sup>. Ces coûts spécifiques se répercutent sur les tarifs de détail.

<sup>1</sup> - Cf. partie 4, chapitre 7, G.

1.2 Le marché de gros

Il existe des offres de gros d'accès haut débit qui permettent aux opérateurs ne disposant pas d'infrastructures propres dans les DOM d'y proposer des offres de détail. L'usage de ces offres semble néanmoins marginal.

Les opérateurs disposant d'infrastructures propres dans les DOM peuvent se raccorder au réseau de France Télécom pour s'y interconnecter. Pour ce faire, les offres régulées sont identiques en métropole et dans les DOM pour le haut débit (dégroupage et *bitstream*), la téléphonie et les liaisons louées.

S'agissant du dégroupage, l'offre LFO de France Télécom et les projets des collectivités locales ont permis aux opérateurs alternatifs présents de raccorder à leurs réseaux un nombre important de répartiteurs (59 sur 195 au total pour l'ensemble des quatre départements), et de couvrir ainsi 66 % de la population au 31 décembre 2007.

2. Les marchés mobiles

2.1 Les parts de marché des opérateurs mobiles en outre-mer

	Marché global		Parc prépayé		Parc postpayé	
	Total clients	Parts de marché	Total clients	Parts de marché	Total clients	Parts de marché
Les parts de marché des opérateurs mobiles dans la zone Antilles-Guyane <sup>2</sup> , au 31 décembre 2007 :						
Orange Caraïbe	586 154	55 %	226 577	49 %	359 577	60 %
Digicel	294 188	28 %	159 943	35 %	134 245	23 %
Outremer Télécom	162 625	15 %	61 811	13 %	100 814	17 %
Dauphin Télécom	15 231	1 %	13 711	3 %	1 520	0 %
Total	1 058 198	100 %	462 042	100 %	596 156	100 %

Les parts de marché des opérateurs mobiles à la Réunion et Mayotte, au 31 décembre 2007 :

SRR	677 618	66 %	397 937	68 %	279 681	64 %
Orange Réunion	283 954	28 %	156 302	26,5 %	127 652	29 %
Dauphin Télécom	65 503	6 %	32 860	6,5 %	32 643	7 %
Total	1 027 075	100 %	587 099	100 %	439 976	100 %

Les parts de marché des opérateurs mobiles à Saint-Pierre-et-Miquelon, au 31 décembre 2007 :

SPM Télécom	3 006	100 %	999	100 %	2 007	100 %
-------------	-------	-------	-----	-------	-------	-------

2 - Sont compris les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

3 - Les résultats de cette enquête ne sont pas publics.

2.2 Les tendances de consommation

Une étude commandée par l'Autorité<sup>3</sup> a mis en évidence que le mode de consommation des utilisateurs de téléphonie mobile était globalement le même dans les DOM et en métropole.

Toutefois, les opérateurs mobiles ont développé des offres mobiles spécifiques aux DOM, notamment pour s'adapter à la situation géographique particulière de la population qui entretient des liens étroits avec la métropole (enfants partis étudier en métropole, membre de la famille qui travaille en métropole, etc.). Ainsi proposent-ils des tarifs préférentiels vers la métropole. différence nette entre la métropole et l'outre-mer : le prix moyen d'achat du terminal est plus élevé dans les DOM. Cette

différence s'explique par une subvention moins forte du terminal par les opérateurs mais aussi par une plus grande proportion de clients de cartes prépayées (la subvention est principalement associée aux abonnements).

### 3. Les marchés fixes

Les règles qui s'appliquent aux marchés des télécommunications en métropole s'imposent de la même manière en outre-mer.

En 2007, l'Autorité a prolongé son allègement de la régulation des marchés de détail de la téléphonie fixe en supprimant la plupart des obligations imposées à France Télécom sur les marchés de l'accès résidentiel<sup>4</sup>. Cette décision a été appliquée sur l'ensemble du territoire relevant des analyses des marchés, y compris l'outre-mer. L'Autorité a également adopté une décision d'allègement de la régulation appliquée à France Télécom sur les marchés du transit interterritoires<sup>5</sup>.

Début 2008, l'Autorité a publié une consultation publique sur son deuxième cycle d'analyse de marchés de la téléphonie fixe<sup>6</sup>. Cette analyse prévoit la dérégulation complète des marchés de détail de la téléphonie fixe et la concentration de la régulation sur les seules prestations d'accès et d'interconnexion constituant un goulot d'étranglement durable, à savoir l'accès au réseau téléphonique, le départ d'appel et la terminaison d'appel.

L'analyse de l'ARCEP s'inscrit dans un contexte de développement de la concurrence. L'Autorité constate en effet que les opérateurs disposent dorénavant d'offres de gros fonctionnelles et adaptées permettant de répliquer les services de l'opérateur historique. Ainsi, les opérateurs de métropole et d'outre-mer ont-ils pu, au cours des dernières années, développer des services de voix sur large bande, en s'appuyant sur les offres de gros telles que le dégroupage et le *bitstream*.

Parallèlement, les opérateurs alternatifs ont continué de développer leurs offres fondées sur la sélection du transporteur qui constituent toujours, sur les marchés résidentiels comme sur les marchés professionnels et entreprises, une part importante du parc passé à la concurrence.

Enfin, l'Autorité constate que l'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST) a connu une croissance honorable en 2007, notamment en outre-mer – Outremer Télécom a été le premier opérateur à la mettre en œuvre à grande échelle en 2006.

## B. La 3G en outre-mer

### 1. Une consultation publique pour préparer les conditions d'attributions

Devant l'intérêt manifesté par plusieurs acteurs pour la 3G dans les DOM, l'ARCEP a lancé une consultation publique en mai 2007<sup>7</sup>.

L'Autorité a reçu neuf réponses, que ce soit d'opérateurs 2G déjà en place ou de nouveaux entrants potentiels sur le marché de la téléphonie mobile. Il en est ressorti que :

- ◆ l'absence de rareté a permis de confirmer la pertinence d'un processus d'attribution au fil de l'eau. Il s'agit d'un processus analogue à celui déjà mis en œuvre à partir de fin 2000 pour la délivrance des autorisations 2G dans les DOM. En

4 - Décision de l'ARCEP n° 07-0636 du 26 juillet 2007.

5 - Décision de l'ARCEP n° 07-0744 du 11 septembre 2007.

6 - Consultation publique de l'ARCEP relative à l'analyse des marchés de la téléphonie fixe du 22 février 2008, disponible sur [www.arcep.fr](http://www.arcep.fr).

7 - Consultation publique de l'ARCEP sur l'introduction des systèmes de communication mobile de troisième génération dans les départements et collectivités d'outre-mer du 24 mai 2007, disponible

s'inscrivant dans un calendrier moins contraignant qu'un appel à candidatures, il présente l'avantage de donner une plus grande liberté aux acteurs dans la détermination du calendrier de leur projet. Il n'est en effet pas nécessaire à un acteur envisageant de déployer un réseau 3G de postuler immédiatement pour obtenir des fréquences. De plus, l'ARCEP n'a pas besoin de décider *a priori* du nombre d'opérateurs à autoriser ;

- ◆ les acteurs ont confirmé le fait qu'une première attribution de 5 MHz était suffisante pour lancer une activité commerciale 3G, et ils ont estimé que la quantité spectrale suffisante pour offrir des services innovants aux utilisateurs dans ces départements serait de 10 MHz, en l'état actuel des prévisions du développement de la 3G ;
- ◆ une demande forte des acteurs a été exprimée pour l'encadrement des attributions de fréquences afin d'éviter toute préemption et thésaurisation du spectre.

## 2. Le lancement de l'attribution au fil de l'eau

L'introduction de la 3G constitue une opportunité pour tous les habitants de l'outre-mer d'accéder au multimédia et au haut débit mobile.

L'expérience de la métropole montre que le moment est bien choisi : l'Internet mobile commence à se populariser, les terminaux sont aujourd'hui moins coûteux et la technologie offre des possibilités nouvelles (visiophonie...) grâce au HSPA (3G+), qui offre une véritable rupture en débits par rapport à la 2G (plusieurs Mbit/s).

C'est pourquoi l'Autorité a ouvert le 30 janvier 2008, dans le cadre d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer, la procédure de délivrance des autorisations 3G (dans la bande 2,1 GHz) dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Afin de tenir compte des spécificités du marché ultramarin mis en évidence par sa consultation publique, l'Autorité a opté pour une procédure d'attribution de fréquences au fil de l'eau plus souple qu'en métropole (où un appel à candidatures a été privilégié) et plus adaptée aux collectivités d'outre-mer.

Cette procédure est plus simple et plus rapide. En effet, elle ne limite pas le nombre d'acteurs potentiels dans une bande de fréquence et ne fixe pas de date limite pour délivrer un dossier de demande de fréquences. Une telle procédure est possible parce que la consultation publique a permis de constater qu'il y aurait suffisamment de spectre à 2,1 GHz pour les acteurs intéressés, et qu'il n'était donc pas nécessaire d'en sélectionner un au détriment d'un autre.

L'attribution des ressources sera encadrée et réalisée progressivement, en rapport avec l'évolution des besoins de chaque acteur. Les autorisations seront délivrées département par département et, dans un premier temps, les acteurs auront accès à 5 MHz duplex, c'est-à-dire une porteuse UMTS (norme 3G). Cette quantité sera complétée dans un deuxième temps en fonction des besoins.

Les charges financières demandées aux acteurs autorisés dans les DOM s'apparentent à une extension de leur redevance GSM. Elles sont composées d'une part des redevances d'utilisation de fréquences à 2,1 GHz fixées par le gouvernement, et d'autre part du remboursement (à la Martinique et à la Réunion) des frais avancés par le ministère de la Défense pour libérer les fréquences nécessaires. Elles sont donc

sans aucune mesure comparables aux redevances UMTS de la métropole (619 millions d'€).

Les autorisations attribuées ont une validité d'au moins 15 ans mais elles imposent des contreparties en matière de déploiement. En effet, les opérateurs devront couvrir 30 % de la population et avoir ouvert commercialement leur réseau deux ans après la date d'attribution de leur autorisation, et au moins 70 % de la population au bout de cinq ans.

Un bilan sera réalisé sur le déroulement de cette procédure mi-2011, voire plus tôt si les deux tiers de la bande devaient être attribués avant cette date. Ce point d'étape permettra de s'assurer de l'adéquation du processus avec l'utilisation réelle et les évolutions technologiques des réseaux 3G.

Des dossiers de demande devraient être déposés à l'Autorité au cours du premier trimestre 2008 et les ouvertures commerciales des premiers réseaux 3G dans les départements et collectivités d'outre-mer pourraient avoir lieu fin 2008.

## C. La baisse de la terminaison d'appel mobile

L'Autorité a décidé d'imposer, en octobre 2007, la baisse des tarifs de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux des opérateurs mobiles d'outre-mer sur la période 2008-2010<sup>8</sup>, comme elle l'avait déjà fait pour la métropole<sup>9</sup>. En effet, le niveau élevé des terminaisons d'appel pratiqué jusqu'alors en outre-mer ne pouvait se justifier par les structures de coût des opérateurs. C'est pourquoi l'ARCEP leur impose de baisser de 30 à 50 % ces prix de gros entre 2007 et 2009. Ces tarifs demeurent néanmoins élevés (de 10,5 c€ à environ 27 c€ la minute pour 2008) en comparaison avec ceux de la métropole, qui sont parmi les moins chers en Europe (6,5 c€ à 8,5 c€ la minute suivant l'opérateur en 2008).

La décision de l'Autorité porte sur les tarifs que se facturent les opérateurs entre eux pour acheminer les appels sur leurs réseaux. Elle s'impose à tous les opérateurs mobiles d'outre-mer concernés<sup>10</sup> sous la forme d'obligations proportionnées à leur taille. Son impact entraînera une baisse des prix de détail pour les clients, notamment pour les appels fixe vers mobile, et devrait permettre aux clients de téléphonie mobile d'outre-mer de bénéficier d'une concurrence plus dynamique.

En effet, le marché mobile en outre-mer se caractérise par des situations concurrentielles déséquilibrées où un seul opérateur concentre la très large majorité des parts de marché. Par exemple, Orange Caraïbe et SRR ont respectivement dans les zones Antilles-Guyane et Réunion-Mayotte plus de 60 % de part de marché. Ce déséquilibre est d'autant plus manifeste avec le récent développement d'offres tarifaires *on net* illimitées (dites offres d'abondance).

Dans ce contexte, les opérateurs qui ont de faibles parts de marché éprouveront plus de difficultés à mettre en œuvre ce type d'offres commerciales que des opérateurs comme SRR ou Orange Caraïbe. En effet, seuls les opérateurs qui ont un grand nombre de clients peuvent "s'affranchir" du coût de la terminaison d'appel en limitant leurs offres d'abondance aux seuls appels vers leurs propres abonnés.

**8 -** Décision de l'ARCEP n° 07-0811 du 16 octobre 2007.

**9 -** Cf. partie 4, chapitre 3, C, 1°.

**10 -** Il s'agit de la Société réunionnaise du radiotéléphone (SRR), Orange Caraïbe, Orange Réunion, Outremer Télécom, Digicel (ex - Bouygues Télécom Caraïbes), Dauphin Télécom, SPM Télécom et UTS Caraïbe.

## D. Le roaming entre la métropole et l'outre-mer

**11 - Règlement CE n° 717/2007 du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté, JOUE du 29 juin 2007.**

**12 - Cf. partie 4, chapitre 5, C.**

**13 - Loi n° 2007-1774 du 17 décembre 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier, JO du 18 décembre 2007.**

**14 - Cf. articles 3 et 4 du règlement CE n° 717/2007 du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté, JOUE du 29 juin 2007.**

Le 27 juin 2007, l'Union européenne a adopté un règlement<sup>11</sup> qui impose une baisse importante du prix des tarifs de détail des appels mobiles vocaux émis ou reçus sur un mobile français dans un pays de l'Union européenne autre que la France<sup>12</sup>. Ce règlement renforce également les obligations pour les opérateurs d'informer leurs clients sur les tarifs appliqués en situation d'itinérance au sein de l'Union européenne.

Toutefois, le règlement communautaire ne régit que les prestations d'itinérance fournies entre opérateurs d'Etats distincts. Or la France présente la particularité de comprendre des opérateurs en activité sur des territoires nationaux géographiquement distants (métropole, Guyane, Guadeloupe, Martinique, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon). Sur les plans technique et économique, les relations d'itinérance se trouvent donc juridiquement hors du champ d'application du règlement. Ainsi, un consommateur européen qui se déplace dans ces régions ultramarines bénéficiait-il de tarifs régulés, contrairement au client d'un opérateur mobile français dans la même situation. Il a donc paru nécessaire d'étendre le règlement communautaire à la situation interne d'itinérance entre les différents territoires nationaux.

La loi<sup>13</sup> a mis fin à ce paradoxe en étendant aux communications infranationales les plafonds tarifaires du règlement de la Commission européenne, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2010. Désormais, tout opérateur mobile autorisé sur le territoire de la France métropolitaine, d'un département d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin ou de Saint-Pierre-et-Miquelon qui accueille le client d'un opérateur mobile autorisé dans un autre de ces territoires doit appliquer les dispositions tarifaires de détail comme de gros prévues par le règlement européen<sup>14</sup>.

Par ailleurs, le CPCE a été modifié afin que l'ARCEP puisse assurer le respect de ces dispositions.

## Les eurotarifs appliqués en outre-mer (au 15 avril 2008)

Opérateur	Eurotarif proposé		Basculement automatique sur l'eurotarif (processus d'opt out)	Précisions sur les tarifs et les modalités de facturation	Extension de l'eurotarif à d'autres pays que ceux de l'Union européenne
	Appels émis	Appels reçus			
<b>Digicel</b>	0,54€/min	0,27€/min	Le 30 août 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC Facturé par paliers de 30 secondes après une première minute indivisible	Métropole
<b>Amigo (Dauphin Telecom)</b>	0,49€/min	0,24€/min	Le 31 juillet 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC Facturé à la minute	Métropole, DOM-TOM
<b>Orange Caraïbe</b>	0,54€/min aux Antilles,  0,49€/min en Guyane, St-Martin et St-Barthélemy	0,27€/min aux Antilles  0,24€/min en Guyane, St-Martin et St-Barthélemy	Le 30 août 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC Facturé par paliers de 30 secondes après une première minute indivisible	Métropole, la Réunion
<b>Orange Réunion</b>	0,53€/min	0,26€/min	Le 30 août 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC Facturé par paliers de 15 secondes après une première minute indivisible	Métropole, Antilles-Guyane, Islande, Suisse, Turquie
<b>Onlyplanet (Outremer Telecom)</b>	0,54€/min aux Antilles et Réunion  0,49€/min en Guyane et Mayotte	0,27€/min aux Antilles et Réunion  0,24€/min à la Réunion	Le 1 <sup>er</sup> septembre 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC Facturé à la minute	-
<b>SRR</b>	0,49€/min	0,26€/min	Le 30 août 2007 : basculement de tous les clients sur l'eurotarif	Tarifs TTC facturés par paliers de 1 à 30 secondes après une première minute indivisible, selon l'offre du client	Métropole, la Réunion, Mayotte, Andorre, Gibraltar, Islande, Jersey/Guernesey, Liechtenstein, Norvège, St-Marin, Suisse et Vatican

Source : ARCEP, disponible sur [www.arcep.fr](http://www.arcep.fr).

## E. La portabilité mobile à la Réunion et à Mayotte

15 - Cf. partie 4, chapitre 5, D.

Le processus de portabilité des numéros mobiles “simple guichet” en dix jours a été mis en œuvre dans la zone Antilles-Guyane le 1<sup>er</sup> avril 2006, en métropole le 21 mai 2007<sup>15</sup>, et à la Réunion et à Mayotte en juillet 2007. La portabilité a pour objectif de stimuler la concurrence en facilitant le passage d'un opérateur à un autre.

Ce processus permet de simplifier les démarches de portabilité du client qui a pour unique interlocuteur le nouvel opérateur de son choix. C'est ce dernier qui prendra en charge sa souscription au contrat, sa demande de portabilité et notifiera la résiliation du contrat à l'ancien opérateur – dans des délais maximaux de dix jours calendaires sauf demande expresse du client.

16 - Estimation ARCEP.

Les bons résultats observés dans la zone Antilles-Guyane, première région à bénéficier de cette évolution, ont justifié l'extension de ce processus aux autres régions françaises. En effet, moins de deux ans après son lancement dans cette zone, environ 25 000 numéros mobiles avaient été portés<sup>16</sup>, soit environ 2,3 % du parc actif total des clients mobiles de la zone (contre seulement 2 % des clients en métropole plus de trois ans après l'ouverture du système de portabilité “double guichet”).

Dans la zone Réunion-Mayotte, le nombre de numéros portés depuis la mise en œuvre du simple guichet en juillet 2007 montre l'impact positif sur la concurrence. En effet, 10 000 numéros avaient été portés entre le 31 mars 2005 – date de l'ouverture de la portabilité double guichet – et fin décembre 2007, alors même que 3 500 numéros ont été portés durant le seul quatrième trimestre 2007.

## F. Le price cap du service universel spécifique à l'outre-mer

17 - Vu les arrêtés du 3 mars 2005 portant désignation de l'opérateur chargé de fournir la composante du service universel prévue au 1<sup>er</sup> (service téléphonique) de l'article L.35-1 du CPCE.

18 - Décision de l'ARCEP n° 06-0725 du 25 juillet 2006.

19 - Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte.

L'Autorité a imposé à France Télécom, opérateur de service universel<sup>17</sup>, une mesure d'encadrement pluriannuel d'un panier de tarifs de communications (ou *price cap*)<sup>18</sup>. Cet encadrement s'applique, jusqu'à la fin de l'année 2008, aux appels d'un abonné qui a choisi l'offre de service universel de l'opérateur historique.

Toutefois, des différences notables existent dans la consommation d'un abonné à l'offre de service universel selon qu'il se situe en métropole ou à l'outre-mer<sup>19</sup>. Elles portent notamment sur des profils de consommation spécifiques, et plus particulièrement sur la durée de communication, sur la répartition des appels en heures creuses et en heures pleines, ainsi que sur la destination des appels (fixes, mobiles, international, etc.). Par conséquent, afin de prendre en compte les spécificités de l'outre-mer, l'encadrement tarifaire repose sur un panier de consommation distinct de celui de la métropole. Le panier pour l'outre-mer inclut ainsi des appels fixes locaux, des appels fixes inter-DOM, des appels vers les mobiles des DOM, des appels vers la métropole (vers des fixes et vers des mobiles).

Le prix moyen annuel du panier de l'outre-mer – comme de celui de la métropole – évolue chaque année au plus au rythme de l'indice des prix à la consommation diminué de 3 % et des baisses des charges externes d'interconnexion et d'accès (notamment les terminaisons d'appel des mobiles). France Télécom transmet chaque année à l'Autorité tous les éléments nécessaires au contrôle du respect de l'encadrement tarifaire du service universel. Ces éléments concernent en particulier les tarifs



de détail de communication du panier de l'outre-mer, les charges externes d'interconnexion qui leur correspondent et les volumes de trafic pour les communications concernées. C'est la même démarche pour la métropole.

L'encadrement pluriannuel, en outre-mer comme en métropole, garantit au client final de l'offre de service universel – de France Télécom – de bénéficier de baisses régulières de ses tarifs de communications et notamment d'une répercussion intégrale des baisses des charges de terminaison d'appel mobile imposées par l'Autorité. Cela lui permet également de profiter d'une partie des gains de productivité de l'opérateur historique.

## G. Les câbles sous-marins

### 1. Un maillon incontournable

Pour acheminer le trafic à l'extérieur des DOM, soit vers le réseau voix national, soit vers l'Internet mondial, l'ensemble des opérateurs doit utiliser des liaisons satellites (à Mayotte, par exemple) ou faire acheminer le trafic par des câbles sous-marins (aux Antilles, par exemple). Les deux solutions ne sont pas substituables, le coût des liaisons satellites étant structurellement élevé pour des performances inférieures à celles des câbles.

Pour pouvoir offrir une prestation de bout en bout, un opérateur doit généralement relier l'ensemble des éléments du réseau et acheter :

- ◆ une prestation de transport sur un câble sous-marin : dans ce cas, l'offreur a besoin de détenir des droits dans le consortium qui gère le câble, ce qui lui donne droit à une capacité proportionnelle au capital détenu, ou d'acheter au consortium une capacité excédentaire, entre deux stations d'atterrissement ;
- ◆ une prestation de complément terrestre, entre la station d'atterrissement et son point de présence (POP) : dans ce cas, l'offreur a besoin d'installer ses propres équipements dans la station d'atterrissement.

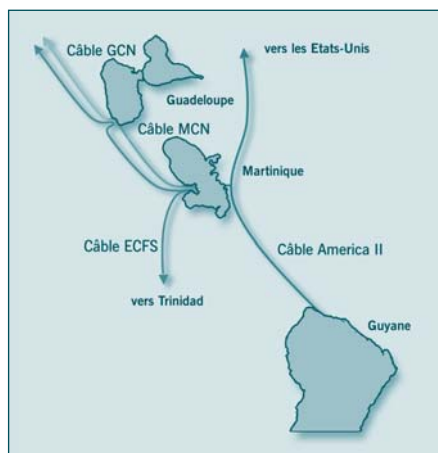
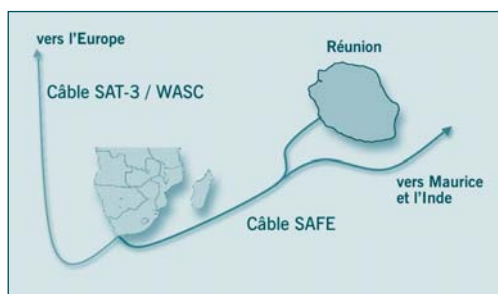
À la Réunion, France Télécom était en situation de monopole de fait et, pour partie, de droit, pour l'acheminement du trafic sur l'unique câble (SAFE) reliant la Réunion à la métropole. Il semble néanmoins que ce monopole ait pris fin, des opérateurs ayant pu acheter des prestations à d'autres membres du consortium.

Dans les Caraïbes, la situation concurrentielle a évolué avec la mise en service fin 2006 d'un nouveau câble (GCN), construit dans le cadre du projet Guadeloupe Numérique cofinancé par la Région Guadeloupe, l'Etat français et l'Union européenne. Une délégation de service public a été conclue fin 2004 avec une filiale du groupe Loret en charge de la construction et de l'exploitation du futur câble reliant la Guadeloupe au réseau Internet mondial au niveau de Porto Rico. Inauguré le 3 octobre 2006, le câble GCN promet des prix de gros du transport IP attractifs.

En outre, fin décembre 2006, un nouveau câble (MCN) prolongeant le câble GCN jusqu'en Martinique, via la Dominique, a été posé à l'initiative du groupe Loret. Il promet également des tarifs de gros attractifs. En effet, les prix proposés pour le mégabit sont de 375 € par mois, ce qui représente une économie substantielle par rapport aux tarifs de France Télécom (de l'ordre de 800 € par mois).

Toutefois, France Télécom possède en Martinique, en Guyane et en Guadeloupe un monopole d'entrée dans les stations d'atterrissage des deux "anciens" câbles (ECFS, construit en 1995, et Americas II, construit en 2000).

### Situation début 2008



## 2. L'action de l'Autorité pour baisser les tarifs

Concernant le "transport" du flux au niveau des câbles, l'Autorité avait eu l'occasion d'intervenir à la Réunion pour baisser par dix le prix de gros du trafic sur le câble SAFE lors du règlement d'un différend en 2004. De nouvelles baisses des tarifs de gros pratiqués par France Télécom sur le câble SAFE ont par ailleurs eu lieu début 2006 et 2008. Ainsi, au cours des quatre dernières années, les tarifs de l'offre ont été divisés par près de 30.

20 - Décision de l'ARCEP  
n° 06-0592  
du 26 septembre 2006.

Depuis 2006<sup>20</sup>, l'Autorité bénéficie d'un cadre juridique qui couvre l'outre-mer dans son ensemble. Elle impose en effet à France Télécom les obligations suivantes :

- ◆ orientation vers les coûts du complément terrestre pour les arrivées sur tous les DOM ;
- ◆ orientation de reflet des coûts pour la route métropole-Réunion ;
- ◆ interdiction de pratiquer des prix excessifs pour les autres routes ;
- ◆ obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès.

## H. Le nouveau plan de numérotation à Mayotte

La collectivité départementale de Mayotte a modifié son plan de numérotation le 30 mars 2007. Cette étape a consisté principalement à changer le code pays à travers lequel Mayotte peut être appelée depuis l'international, en remplaçant le code pays actuel partagé avec l'Union des Comores par le code pays "France de l'Océan Indien" (262). Elle a également permis d'ouvrir la tranche 0639 pour les numéros mobiles de ce territoire. Le 28 décembre 2007, le fonctionnement en parallèle pour les anciens téléphones mobiles (anciens numéros en 0269 et nouveaux numéros en 0639) a été supprimé<sup>21</sup>.

21 - Décision de l'ARCEP  
n° 06-0720  
du 20 juillet 2006.